



Communiqué de presse

79/20

Montreuil, le 10 septembre 2020.

Suppression d'emplois de fonctionnaires dans la FPH : avec ce Président, c'est possible !!!

Publication au Journal Officiel : 34 ans après la promulgation de la loi de 1986 fixant les statuts de la Fonction Publique Hospitalière (FPH), le décret d'application de son article 93 qui ouvre la voie du licenciement des personnels hospitaliers titulaires en cas de suppression d'emploi est paru.

34 ans que la CGT se bat contre la parution de ce décret, mais suite à un recours effectué avec le soutien de la CFDT, le Conseil d'État a enjoint il y a 2 ans le gouvernement à publier ce décret scélérat.

Cela va de pair avec la mise en place de la rupture conventionnelle dans le secteur public. Tout est bon pour vider la Fonction Publique Hospitalière de ses professionnels.

Une fois de plus, ce gouvernement mène avec détermination sa politique de restructuration et de fermetures de services ou d'établissements dans les secteurs de la santé et de l'action sociale.

Aussi incroyable que cela paraisse, après les annonces d'hypothétiques créations d'emplois faites lors du Ségur de la Santé, l'arme de suppression d'emplois dans la FPH est chargée. Incompréhensible, car la crise sanitaire que nous traversons a mis au grand jour le manque d'effectifs dans les hôpitaux, les EPHAD, le social, la psychiatrie, etc...

Ce sont 100 000 emplois qui sont à créer rapidement pour l'Hôpital public et 200 000 dans les EHPAD. Mais la question des effectifs dans toutes les structures et établissements du sanitaire, du médico-social et social, public et privé est devenue la question centrale pour les personnels qui n'en peuvent plus de voir leur conditions de travail dégradées.

Pendant que le gouvernement pratique l'enfumage médiatique avec les mesures prises dans le cadre du Ségur de la Santé en pouvant compter sur le soutien de partenaires sociaux signataires, en coulisses, le déploiement de mesures fourbes pour servir des projets destructeurs du système de soins et de l'Hôpital Public continue.

La CGT ne sera jamais complice de ces manœuvres insidieuses et régressives. Il y a trop de personnes à la recherche d'un emploi dans notre pays, à l'Hôpital, dans tous nos établissements, il y a trop de travail, nos secteurs d'activités pourraient créer des centaines de milliers d'emplois.

La bataille pour l'emploi et pour les salaires commence par les journées d'action du 17 septembre et du 15 octobre pour le financement des hôpitaux et des établissements du sanitaire, médico-social et social, mais surtout pour un plan massif d'embauche des personnels dans les établissements de santé et d'action sociale et un PLFSS à la hauteur des besoins de la population et des personnels.